

# Béatrice Métraux en ministre vaudoise du logement

> **Vaud Transition sans drame au Conseil d'Etat**

> **La gauche prend l'aménagement, la droite garde l'économie**

Yelmarc Roulet

Transition en douceur au gouvernement vaudois. Après l'élection de l'écologiste Béatrice Métraux, qui a fait «basculer à gauche» le Château cantonal, la nouvelle majorité (deux socialistes et deux Verts) laisse la présidence permanente du collège au radical Pascal Broulis.

Le libéral Philippe Leuba prend la succession du défunt UDC Jean-Claude Mermoud à l'Economie, un département qui a toujours été contrôlé par la droite et qu'il dirigeait déjà par intérim. Mais le libéralisme dans son nouveau département le Service de la population (et de l'asile) et doit céder l'aménagement du territoire, ce qui est déploré par son parti. L'aménagement et le logement rejoignent le département des Institutions que reprend la nouvelle venue. Ils étaient revendiqués par la gauche.

Tout le reste est inchangé, du moins pour les quelques mois qui séparent des élections générales de mars. Questions à la nouvelle élue, qui prendra ses fonctions le 10 janvier.

**Le Temps:** Etes-vous satisfaite de votre département?

**Béatrice Métraux:** Très. Le logement et l'aménagement du territoire sont deux thèmes qui ont soutenu toute ma campagne. C'est une très bonne chose de les regrouper avec le service des communes. Comme juriste, je suis

attachée aux institutions et je connais bien les problèmes du service pénitentiaire, notamment pour avoir travaillé, comme syndicaliste, avec les gardiens. Philippe Leuba prendra le Service de la population dans le Département de l'économie, ce qui a aussi sa logique. Je pense que nous avons fait un joli deal avec cette répartition.

**— Pourquoi la gauche, désormais majoritaire, n'a-t-elle pas pris la présidence du Conseil d'Etat, comme le lui permettrait la Constitution?**

— Nous sommes les uns les autres attachés à la cohésion du gouvernement, que nous ne voulions pas compromettre pour quelques mois. Personnellement, je trouve qu'il y a une réflexion à mener sur la présidence et son contenu actuel.

**— Vous voilà donc «ministre du logement». Comment allez-vous marquer la différence?**

— Rien n'a été fait pour le logement dans la législature qui s'achève. Le canton est extrêmement en retard. Le projet de loi sur le logement qui vient d'être soumis en consultation doit être «boosté». Il faut trouver des pistes avec les communes pour favoriser les coopératives et inciter à la construction. Le droit d'emption que Jean-Claude Mermoud avait proposé pour lutter contre la thésaurisation des terrains a été abandonné et il n'est pas question d'y revenir. Mais il faut au moins explorer le droit de préemption pour les communes. Il y a par ailleurs l'initiative de l'Asloca, qui vise à donner plus de pouvoirs aux collectivités publiques. L'Etat doit en tenir compte dans la réflexion sur ses propres outils.

**— Seul le Conseil d'Etat a passé à gauche. Pour étendre cette victoire aux élections de mars prochain, la nouvelle majorité gouvernementale**



Béatrice Métraux. Elue dimanche au Conseil d'Etat, la Verte fait passer la majorité du gouvernement à gauche. Pour elle, «rien n'a été fait pour le logement dans la législature qui s'achève. Le canton est extrêmement en retard». LAUSANNE, LE 18 DÉCEMBRE 2011

**doit-elle marquer rapidement la différence ou au contraire faire profil bas pour ne pas effrayer le bourgeois?**

— Le chemin est entre les deux, nous sommes dans le canton de Vaud. Le Grand Conseil rejette à droite, il faut composer avec cette sensibilité. Mais vous verrez la patte de la gauche, c'est sûr.

**— Comment?**

— A part le logement, il y a des mesures à prendre pour l'accueil des enfants, les familles, la simplification administrative pour le solaire. Le dossier des énergies renouvelables a été négligé par la droite. Nous devons maintenant mettre ensemble les gens et les idées. Socialistes et Verts vont se concerter.

**— Vous avez fait un très bon résultat à Lausanne, tout en étant syndique d'une petite commune du Gros-de-Vaud. Le signe qu'il n'y a plus de différence entre la ville et la campagne?**

— Je la vois, moi, la différence! Les petites communes ont des préoccupations différentes, des difficultés pour mettre en place des structures d'accueil pour les enfants, faire venir les transports publics, offrir les services souhaités par la population. D'un autre côté, nous commençons d'avoir des problè-

mes de sécurité et d'urbanisation. Cela plaide pour les fusions.

**— Vous avez fait un parcours politique éclair, quelques années chez les Verts et une seule législature au parlement. Il y a donc de la place en politique pour ceux et celles qui en veulent...**

— Il y a de la place pour ceux qui ont des convictions, qui ont le courage

d'aller jusqu'au bout et qui ne ménagent pas leurs efforts. Pour moi, ce n'était pas si facile de me lancer, le contexte de cette complémentaire n'était pas évident.

**— Vous qui êtes née à Roubaix, comment décrivez-vous le canton de Vaud à vos proches du Nord de la France?**

— Il y a un monde entre le Nord que

j'ai laissé il y a 25 ans et l'agglomération qui s'est développée de manière extraordinaire avec l'aide de l'Union européenne. Je leur explique que le canton de Vaud et la Suisse préservent leur patrimoine et leur environnement, dans le respect des petites communes. Je dis aussi que les règles démocratiques veulent dire quelque chose et que le citoyen est à sa place.

## L'UDC se donne un peu de temps

> **La pêche aux voix du centre a commencé**

Si Pierre-Yves Rapaz avait été élu dimanche au gouvernement vaudois, il aurait été confirmé d'emblée ce mardi comme candidat de l'UDC pour les élections générales de mars 2012. Comme ce n'est pas le cas, le parti peut se donner un peu de temps pour choisir le champion — Rapaz ou un(e) autre. Guy Parmelin a assuré qu'il était définitivement hors course pour reconquérir ce qui était le seul siège UDC dans un exécutif cantonal romand.

Le congrès que l'UDC Vaud tient mardi soir, au surlendemain de la défaite, permettra aux militants de «faire baisser la pression»,

explique le secrétaire général, Claude-Alain Voiblet. Le candidat au Conseil d'Etat devrait être désigné en janvier seulement.

Il est probable que l'UDC Vaud confirme sa volonté de défendre une majorité bourgeoise dans le canton en alliance avec les partenaires radicaux et libéraux. Le courant favorable à ce que le parti fasse cavalier seul pour mener une opposition agressive est marginal, précise Claude-Alain Voiblet: «Notre parti a une longue histoire de participation au gouvernement.»

Certains acteurs de la politique vaudoise se sont demandé ce que pouvait cacher le faible engagement de Claude-Alain Voiblet dans la campagne de Pierre-Yves Rapaz. Le secrétaire général de

l'UDC se défend d'avoir été peu présent à sa propre initiative: la direction de la campagne a été attribuée par le candidat à l'un de ses proches, Dylan Karlen, lui aussi implanté dans le Chablais. Ce qui a renforcé le caractère local de cette campagne, selon M. Voiblet.

Pour les libéraux-radicaux, qui ne comptent que sur leurs sortants pour rétablir la majorité bourgeoise, l'alliance avec l'UDC est nécessaire. Mais pas seulement. La pêche aux voix du centre a commencé. Les suffrages de ce centre, écartelé entre quatre mouvances (Verts libéraux, Vaud Libre, PBD et PDC), sont indispensables à une majorité vaudoise, quelle qu'elle soit. La gauche les courtise donc aussi. Y. R.